



# Des vieilles recettes pour des nouveaux projets d'aménagement en Égypte : une " contre-révolution urbaine " en marche ?

Insaf Ben Othmane, Roman Stadnicki

## ► To cite this version:

Insaf Ben Othmane, Roman Stadnicki. Des vieilles recettes pour des nouveaux projets d'aménagement en Égypte : une " contre-révolution urbaine " en marche ?. 2016. <halshs-01335633>

**HAL Id: halshs-01335633**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01335633>**

Submitted on 23 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Résumé :** Cet article remet en perspective l'action aménagiste, tonitruante et tous azimuts de l'actuel gouvernement de l'Égypte dans le temps plus long de la planification territoriale dans ce pays. Or, cette action s'inscrit bien dans la continuité de celle des prédécesseurs du président Sissi. L'article pointe en outre le risque de reproduction des écueils des politiques territoriales passées, c'est-à-dire principalement l'élargissement continu du domaine de l'informalité. Il s'interroge par ailleurs : y a-t-il une « contre-révolution urbaine » en marche ? L'hypothèse est posée en examinant les modalités de lancement de certains grands projets, par le seul plus haut sommet de l'État et sans aucune concertation ni transparence ; en observant la banalisation de l'urbanisme « sécuritaire » depuis 2011, au Caire notamment ; et enfin en scrutant le jeu des activistes issus de la dynamique révolutionnaire de 2011, pris dans une relation ambiguë avec le nouveau pouvoir.

**Mots-clés :** Égypte, Le Caire, projets d'aménagement, révolution et contre-révolution, urbanisme sécuritaire

**Abstract :** This article provides perspectives on the thundering planning actions undertaken by Egypt's new leader, the president Sisi, in the longest territorial planning period of the country. The study shows that actual territorial and planning strategies represent a straight continuation of the visions of his predecessors. Such reproduction will only deepen the chronic urban situation of the Egyptian territory, characterized by the sprawl of informality on all levels. The paper discusses, (i) the launching of several mega-projects on the highest levels of the State without any involvement of second party or transparency, (ii) the growing local acceptance of safety/punitive planning mainly in down-town Cairo, and finally (iii) an analysis of the current situation of urban actors, one of the priceless fruit of 2011 revolution, which suggests the manipulation of some and even the reverse of others on the urban scene. This leads to question, whether today an urban counter-revolution is in progress.

**Key words :** Egypt, Cairo, planning, urban projects, revolution & counter-revolution, punitive urbanism

## Des *vieilles* recettes pour des *nouveaux* projets d'aménagement en Égypte : une « contre-révolution urbaine » en marche ?

Insaf BEN OTHMANE, Roman STADNICKI

Notamment marquée, depuis les années 1970, par la libéralisation du commerce, la réduction des dépenses publiques et la privatisation des services, la politique économique égyptienne a des répercussions profondes sur la structure socio-économique et physique contemporaine des territoires, notamment urbains (Denis E., Vignal L., 2002). Les études urbaines réalisées sur ce pays ont ainsi presque toutes souligné les contradictions du système de gestion territoriale dont la logique est basée sur une perpétuelle accumulation des richesses au détriment des populations les plus vulnérables, en progression dans les quartiers informels (Denis É., 2001, Mitchell T., 2002, Singerman D. (dir.), 2009, Sims D., 2010).

L'épisode révolutionnaire de 2011 aurait pu constituer un tournant radical dans la conception de l'aménagement en Égypte. Cette période fut marquée, comme nous l'avons précédemment montré (Stadnicki R., 2013, 2014, Ben Othmane I., Stadnicki R., 2015) par la multiplication d'initiatives urbaines en tout genre, la mobilisation des populations locales, l'apparition d'une nouvelle génération d'activistes urbains inscrivant leur lutte dans la reconnaissance du « droit à la ville », ou encore la propagation des démarches et dispositifs participatifs, offrant une alternative aux visions en vigueur promues par l'État et par certains grands bailleurs tels que la Banque mondiale.

L'État cependant, à travers les différents gouvernements de transition qui l'ont incarné entre 2011 et 2014, n'a pas su s'adapter à ce nouveau contexte. Les mouvements citoyens issus de la révolution de 2011 ont ainsi globalement peu été associés aux réflexions de politique territoriale amorcées par les pouvoirs en place, à quelques exceptions près que nous avons référencées ailleurs<sup>1</sup>.

Le coup d'État de 2013<sup>2</sup>, qui chassa les Frères musulmans du pouvoir et vit s'y réinstaller les militaires, porte-t-il un coup d'arrêt à la dynamique révolutionnaire-urbaine ? En renouant avec les grandes lignes des politiques néolibérales du régime de Moubarak et en court-circuitant les acteurs issus de la société civile et de l'administration locale, la politique actuelle remet *a priori* en question les quelques avancées observées depuis la révolution de 2011 dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (Ben Othmane I., Stadnicki R., *op. cit.*). Elle illustre surtout la très forte continuité de l'action politique sur un temps plus long en Égypte, alors même que la métropolisation y revêt de nouvelles dimensions depuis l'ouverture économique des années 1990 et exigerait de repenser les modes de gouvernance (Denis É., Vignal L., *op. cit.*). Cette continuité transparait aujourd'hui malgré l'annonce par le président Sissi depuis son accession au pouvoir de nouveaux (méga-)projets d'aménagement, dans une certaine forme de surenchère.

Cet article pointe le risque de reproduction des écueils des politiques territoriales passées, lesquelles ont eu pour principale conséquence l'élargissement continu du domaine de l'informalité. Il s'interroge par ailleurs sur l'existence d'une « contre-révolution urbaine » en marche, qui serait perceptible non seulement à travers la reprise en main des affaires territoriales par le président Sissi et la généralisation de l'« urbanisme sécuritaire », mais aussi à travers la relation ambiguë entre les acteurs issus de la dynamique révolutionnaire et le nouveau pouvoir.

---

<sup>1</sup> Voir Ben Othmane I., Stadnicki R., *op. cit.*

<sup>2</sup> Organisée par le mouvement *Tamarrod*, la manifestation du 30 juin 2013 aurait rassemblé 14 millions d'égyptiens sur tout le territoire. En quelques mois, *Tamarrod* avait reçu le soutien de l'ensemble des adversaires des Frères Musulmans ainsi que celui des médias privés. L'armée, comme en 2011, a dit se « ranger aux côtés du peuple » et a donné 48 heures à Mohamed Morsi, président Frère musulman élu un an plus tôt, pour quitter le pouvoir, ce qu'il a refusé de faire. Elle l'a destitué le 3 juillet 2013.

## La planification territoriale en Égypte : une rétrospective

Le rôle que joue aujourd'hui l'État égyptien dans l'aménagement urbain est ancien. Un certain nombre de schémas de politique territoriale paraissent à plus d'un titre hérités des périodes Nasser et Sadate (Denis É., 2001). Pour résumer, la planification urbaine en Égypte est dominée par une approche « par le haut » (Ibrahim K., 2014) – c'est-à-dire élaborée par l'État central –, selon une doctrine dite rationnelle (Hamilton N. *et. al.*, 2012)<sup>3</sup> et par la non prise en compte du problème de l'urbanisation informelle (Dorman W.-J., 2007). Cette planification s'est traduite dans les faits par de la spéculation foncière et la création de villes nouvelles sécurisées dans les périphéries désertiques des aires urbaines, compromettant le développement social et économique des agglomérations.

Depuis le règne de Mohammed Ali Pacha et de ses successeurs au XIX<sup>ème</sup> siècle, Le Caire est entrée dans un processus de modernisation, s'inspirant de modèles occidentaux (Volait M., 2001) : l'aménagement du centre-ville par le Khédive Ismaïl sur le modèle du Paris Haussmannien en est la meilleure illustration. Ce modèle de planification fut généralisé dans l'Égypte républicaine d'après 1952. Sous le régime de Gamal Abdel Nasser, le développement urbain fut fortement influencé par les idéologies nationalistes et socialistes, et l'expansion urbaine fut accélérée par une volonté de reconnaissance à l'international. L'architecture fonctionnaliste des bâtiments de la place Tahrir au Caire en fut sa vitrine. Connu pour avoir instauré les services publics et les logements sociaux dans les villes égyptiennes, Nasser l'est moins pour ses tentatives vaines de modernisation « à marche forcée » de quartiers populaires tels que Bulaq dans le centre du Caire (Selim G., 2014). Entre 1967 et 1974, l'Égypte entra en guerre et mobilisa toutes ses ressources dans le secteur militaire, ralentissant ainsi les opérations de planification et les projets d'infrastructures. Le manque de moyens financiers, associé à une explosion démographique sans précédent, exposa le territoire égyptien à la propagation des quartiers informels<sup>4</sup>. L'ère Sadate et sa politique de libéralisation économique nommée *Infitah* (ouverture) marque une évolution par rapport aux politiques socialistes de Nasser. L'Égypte a pour volonté de s'ouvrir sur le monde occidental en s'inspirant de ses modèles économiques pour se développer. Des experts de renommée internationale participèrent ainsi à développer les villes nouvelles et à rechercher des solutions pour décongestionner la capitale (Meikle S., 1992). La ville industrielle Dix de Ramadan, fruit d'un partenariat entre la société suédoise d'architecture et d'ingénierie SWECO et l'égyptien Consultant Office for Planning & Architecture (COPA), en est le résultat<sup>5</sup>. L'époque Sadate marqua la naissance de l'État libéral en Égypte et l'émergence des acteurs privés dans les opérations d'aménagement du territoire (Singerman D., *op. cit.*). Sadate confia ainsi à l'entrepreneur Osman Ahmed Osman, qui fondera ensuite la plus grande entreprise publique de construction Arab Contractors, le choix de sites, sans aucune étude préalable, sur lesquels édifier des villes nouvelles. Dix de Ramadan, déjà citée, a par exemple été bâtie sur la route d'Ismaïlia, de façon à ce qu'Osman, lui-même originaire d'Ismaïlia, puisse, dit-on, plus facilement suivre le développement des chantiers (Shenawy A., 2007). La construction de la ville Sadate City relève d'une logique comparable. Située à proximité de Menoufia (région natale du Président Sadate), cette ville nouvelle de 1976, à l'instar du projet de nouvelle capitale de Sissi (*cf. Infra*), fut en son temps prévue pour endosser les fonctions de capitale administrative de l'Égypte, sans succès.

Au cours des ères Sadate (1970-1981) et Moubarak (1981-2011), les politiques territoriales se sont axées sur les lois du marché, entraînant un désengagement de l'État (Ben Othmane I., 2013), comme on le constate aussi ailleurs dans le monde arabe (Signoles P. *et. al.*, 1999). Cette politique s'est traduite par un renforcement des inégalités sociales et des disparités spatiales, qui ont été scellées par des mesures d'accès à la terre et au foncier favorisant les catégories les plus aisées de la population. Par ailleurs, la conception

---

<sup>3</sup> Le rationalisme est le fait de considérer l'aménagement de l'espace comme une discipline intellectuelle dont « les objectifs, les moyens et les méthodes seraient susceptibles d'une analyse rationnelle exhaustive, antérieurement à toute réalisation et expression de ces facteurs dans des produits finis » (Middleton R., 1988).

<sup>4</sup> Parmi cette première génération de quartiers informels au Caire, on retrouve Dar al-Salam et presque tout le quartier Basatin, une partie importante d'Imbaba, Bulaq Abul Ela, Bulaq el Dakrou, Amrania, Zawia el Hamra, etc.

<sup>5</sup> Dix de Ramadan, située à 50 km au nord-est de la capitale, dont le schéma directeur a été finalisé en 1976, est la première ville du *New urban communities programme comprehensive plan* qui visait à décongestionner Le Caire. L'agence publique *New Urban Communities Authority* (NUCA) fut alors créée.

de l'aménagement est aussi fonction de la politique étrangère du gouvernement visant à recueillir l'aide au développement et à attirer des investissements étrangers dans le pays (Meikle S., *op. cit.*) ; le rapprochement diplomatique de l'Égypte et des pays du Golfe explique par exemple le développement des projets urbains depuis les années 2000, comme ceux du Caire financés par les sociétés Emaar, Qatari Diar, etc. (Sinno M., 2015).

Ces expériences successives de planification par le « fait du prince » associant autoritarisme et (néo)libéralisme ont exclu les populations les plus pauvres – constituant pourtant l'essentiel de la pression démographique en ville –, que l'État a été contraint de laisser s'installer dans des quartiers informels très denses et très peuplés (Tableau 1). On peut déceler ici, sans extrapoler, certaines racines urbaines de la révolution du 25 Janvier 2011, laquelle a largement révélé l'échec des politiques de planification dans la réalisation de la justice sociale et de l'équité dans l'accès aux logements.

**TABEAU 1.**

*Tableau récapitulatif de l'évolution des grandes politiques égyptiennes en matière d'aménagement du territoire et de leurs effets sur l'informalité urbaine*

PÉRIODE	RÉGIME	ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE	INFORMALITÉ
<i>1974-1991 : le temps libéral</i>	- Sadate - Moubarak	- Politiques d'ajustement structurel - Attraction des capitaux étrangers - Master Plan de 1974/75 lance le projet de 18 villes nouvelles	- échec des villes nouvelles à attirer les populations - loi de planification de 1983 interdisant la fourniture de services aux logements illégaux
<i>1991-2004 : le temps des réformes économiques</i>	Moubarak	- Désengagement de l'État des sphères économiques et sociales - Investissements publics dans la construction au détriment de l'agriculture et l'industrie - Poursuite de la spéculation des terres désertiques - Répression de la société civile	- Augmentation de la population des quartiers informels suite à une loi favorisant l'expulsion des locataires - Perception des quartiers informels comme une menace par le gouvernement
<i>2004-2011 : le temps (néo)libéral de l'affairisme</i>	Moubarak (père et fils)	- Poursuite des privatisations - Croissance économique à 7,2% en 2008, saluée par Banque mondiale - Développement des <i>gated communities</i> - Lancement de <i>Cairo 2050</i> sur le modèle de Dubaï	- Le secteur informel devient le premier secteur économique et de logement - 2008 : création de ISDF ( <i>Informal Settlements Development Fund</i> ), l'agence publique de gestion de l'informel
<i>2011-2013 : le temps révolutionnaire</i>	- Armée - Mohamed Morsi - Adly Mansour	- Le gouvernement se pose en « facilitateur » et non plus en « fournisseur » : services encore moins bien distribués - Dommages collatéraux sur le patrimoine - Montée de l'activisme urbain et du dialogue inter-acteurs	- Boom des constructions informelles sur terres agricoles - Multiplication des initiatives de la société civile
<i>2014- : le temps contre-révolutionnaire</i>	Sissi	- Nouveaux méga-projets - Réhabilitation urbaine à marche forcée - Urbanisme sécuritaire - Répression des opposants	- Nouvelles menaces sur l'informel, montée des violences - Création en 2014 et suppression en 2015 du ministère du Développement urbain et des quartiers informels

## Le nouvel urbanisme d'État

La remise en question des pratiques aménagistes en Égypte par le processus révolutionnaire aura été de courte durée. La reprise en main des affaires territoriales par le président Sissi en 2014 apparaît d'une part comme une forme de continuité avec les pratiques de ses prédécesseurs, une continuité s'observant avec acuité dans la multiplication des grands projets et, en corollaire, dans l'inexistence d'un plan d'action global pour l'informel urbain. D'autre part, la stratégie du pouvoir en place vise clairement à rompre avec les pratiques nées de la révolution de 2011.

### *Des projets pharaoniques*

Le nouvel homme fort du pays, le maréchal Sissi, a inauguré un certain nombre de très grands projets de villes nouvelles et d'infrastructures, dont certains furent à l'initiative de Moubarak lui-même. Il s'appuie d'ailleurs pour cela directement sur des hommes de l'ancien régime. En 2014, Ibrahim Mahlab, l'ancien directeur de l'entreprise gouvernementale Arab Contractors et sénateur sous Moubarak, est ainsi nommé Premier ministre<sup>6</sup>, et Moustafa Madbouly l'ancien directeur de l'agence publique d'aménagement du territoire (GOPP), ministre du Logement.

La nouvelle puissance d'investissement de l'État égyptien, qui provient des aides promises (12 milliards de dollars en mars 2015) ou déjà apportées par les pays du Conseil de Coopération du Golfe, lui permet de multiplier les effets d'annonce dans tous les domaines. Ainsi, parallèlement aux projets architecturaux extravagants, l'État promet d'agir dans la défense des intérêts des citoyens en général et en faveur des régions et des catégories sociales défavorisées en particulier. Sissi promet par exemple, peu après son élection en 2014, de faire construire un million de nouveaux logements sociaux<sup>7</sup>, puis de réformer le découpage des gouvernorats afin d'atteindre une répartition plus équitable des ressources, enfin, de rénover 3300 kilomètres de routes sous l'égide de l'armée, des services publics de l'État et du ministère du Logement.

En août 2015 – un an seulement après le début des travaux – on assiste à l'inauguration d'une nouvelle portion de 35 kilomètres du canal de Suez permettant la circulation des cargos à double sens entre la mer Rouge et la Méditerranée. En mai 2015, le Conseil suprême des antiquités approuve de son côté la construction d'une réplique grandeur nature du Phare d'Alexandrie. Les projets d'architecture contemporaine, mettant à l'honneur la civilisation égyptienne (Grand musée égyptien sur le plateau de Gizeh<sup>8</sup>) et visant simultanément à inscrire le pays dans la modernité et la compétitivité internationale (tour futuriste Zayed Crystal Park<sup>9</sup>) ne manquent pas.

---

<sup>6</sup> Mahlab est remplacé par Cherif Ismaïl en septembre 2015 et nommé conseiller du président pour le suivi des grands chantiers nationaux.

<sup>7</sup> Le protocole d'accord signé entre le ministère de la Défense et l'entreprise Arabtec afin de développer ce projet prévoit la fourniture à titre gracieux d'un terrain de 160 millions de mètres carré (à la périphérie du Caire) par l'armée. Estimé à l'époque à 40 milliards de dollars, ce projet concernera plutôt les foyers à revenus moyens que ceux à faibles revenus (chaque habitation devrait coûter 30 000 dollars environ). Les derniers changements survenus au sein du plan de financement tendent également à confirmer que le public ciblé ne sera pas en mesure de vivre dans ces nouvelles habitations. En effet, bien que le protocole d'accord entre l'État et Arabtec prévoie le financement du projet par des banques égyptiennes et étrangères, début octobre 2014, les autorités égyptiennes ont finalement rendu Arabtec responsable du portage financier du projet. Dans le même temps, elles ont aussi décidé de vendre le terrain à Arabtec via le ministère du Logement plutôt que de lui fournir à titre gracieux. D'après Yahia Shawkat (cité par Esterman I., 2014), cette modification du plan de financement « va tirer les prix [des logements] à la hausse, jusqu'à peut-être 25% disent certains ».

<sup>8</sup> Localisé à deux kilomètres du plateau de Gizeh, en face des pyramides, le *Grand Egyptian Museum* (GEM), conçu par le cabinet d'architecture Heneghan/Peng, souhaite tirer parti de sa localisation privilégiée pour devenir un complexe d'envergure internationale. Il comprendra un musée à destination du grand public (centré sur l'histoire antique de l'Égypte), un centre de conservation et de documentation à l'usage des égyptologues et des chercheurs, mais aussi une salle de conférence, un grand parc, des magasins, des cafés et des restaurants. Le projet du GEM est à 65% financé par des prêts japonais via l'agence de coopération du pays, la JICA. Initialement estimé à 600 millions de dollars, le budget global du projet est maintenant estimé à 1 milliard tandis que seule la moitié était garantie en 2015. Dans une conférence de presse en juillet 2014, le ministre des Antiquités avait ainsi annoncé que la phase III

Dans la continuité de la politique des villes nouvelles lancée en Égypte dans les années 1970, le projet de « nouvelle capitale » présenté par Sissi à la communauté internationale lors de la conférence économique de Sharm el Sheikh en mars 2015, constitue une apothéose du modèle néolibéral de développement urbain promu par Moubarak – un modèle socialement exclusif, financé par les émirats du Golfe et qui témoigne de l'intention des décideurs d'inscrire le Caire sur la carte des « villes globales » (Alexandrani I., 2014). Il est prévu que la nouvelle capitale soit construite sur la route d'Ain Sokhna, à l'est du Caire, en direction de la mer Rouge et de la ville portuaire de Suez (Photographie 1). Le site internet promotionnel<sup>10</sup> annonce que la ville adhèrera à la philosophie du développement durable. Les ambitions démesurées de cette nouvelle ville en feraient, en termes de population, une capitale créée *ex nihilo* presque aussi grande qu'Islamabad, Brasília et Canberra réunies.

### PHOTOGRAPHIE 1

*Le ministre du Logement égyptien présentant le projet de nouvelle capitale au président Sissi et au cheikh de Dubaï lors de la conférence économique de Sharm el-Sheikh, mars 2015*



Source : *Emirates 24 news*, 15/03/2015

À ce jour, de nombreuses contradictions ressortent, à la fois sur le promoteur, le coût et le calendrier de ce projet, ce qui pose la sempiternelle question de la transparence des politiques urbaines en Égypte (Singerman D., *op. cit.*)<sup>11</sup>. Il a ainsi d'abord été rapporté que Emaar Properties – l'un des plus grands

---

du GEM (construction du bâtiment principal du musée), estimée à 3,5 millions de dollars, avait été suspendue par manque de revenus de son ministère et de celui du tourisme. D'après le calendrier du projet, le nouveau musée devait ouvrir ses portes en août 2015, mais l'inauguration a été reportée *sine die* à septembre 2017, à condition de réunir les fonds manquants le plus rapidement possible.

<sup>9</sup> Projet de tour de 200 mètres de haut – qui serait alors la plus haute du pays –, et d'un vaste quartier d'affaires porté par le ministère du Logement et reposant sur un partenariat entre promoteurs privés et l'agence publique New Urban Communities Authority, pour un investissement total de 20 milliards de dollars environ.

<sup>10</sup> Le site internet officiel « The Capital Cairo » présente le projet dans les grandes lignes : une surface de plus de 700 km<sup>2</sup> (équivalente à celle de Singapour), comprenant un *Central Business District* de 5,6 km<sup>2</sup>. Elle doit accueillir 5 millions d'habitants et prévoit de créer 1,75 million d'emplois permanents, 663 infrastructures de santé, 700 maternelles et garderies, 21 districts résidentiels et un vaste parc à thème : <http://thecapitalcairo.com/index.html>

<sup>11</sup> L'historien Khaled Fahmy a vigoureusement exprimé son opposition au projet de nouvelle capitale (Fahmy K., 2015). Il critique ainsi le coût du projet développé par des élites politiques, économiques et militaires fascinées par un modèle de développement urbain, en vigueur à Dubaï, qui ne convient pas à l'Égypte, et s'interroge sur le devenir de l'actuelle capitale. Il estime que le coût de construction d'une nouvelle capitale, équivalant à celui de la construction de plus d'une trentaine de lignes de métro, devrait plutôt servir à soulager les problèmes que rencontre Le Caire (eau potable, pollution de l'air, transport, aménités, logement, système sanitaire et ramassage des ordures par exemple). Il décrit le projet de nouvelle capitale comme « la meilleure illustration de l'insistance [du] gouvernement à ignorer [la population] » et un exemple de « l'absence totale d'institution démocratiques efficaces » au niveau local. Au contraire, Khaled Tarabieh, professeur à l'Université Américaine du Caire, considère que le développement et le futur de l'Égypte résident dans de nouveaux projets d'aménagement du territoire ainsi que dans la capacité de la profession d'architecte et d'urbaniste à se renouveler et à innover. Pour lui le « mirage » résiderait



promoteurs immobiliers du Moyen-Orient – jouerait « un rôle clé » dans la construction de la capitale. Puis, le ministre de l'Investissement égyptien, assurant que le gouvernement ne couvrira « aucun coût de construction », a annoncé que les contrats relatifs au projet avaient été attribués à l'entreprise Eagle Hills basée à Dubaï<sup>12</sup>. En juin 2015, les négociations avec les principaux partenaires du Golfe échouent finalement. En août, le gouvernement égyptien signe alors un accord avec un nouvel acteur, le géant China State Construction Engineering Corporation. Mais en novembre 2015, c'est contre toute attente un consortium égyptien nouvellement créé, nommé 5 + UDC et rassemblant 5 cabinets privés d'architecture et d'urbanisme, qui annonce sur les réseaux sociaux qu'il réalisera la planification de cette nouvelle capitale<sup>13</sup>. En ce qui concerne le calendrier, le ministre de l'Investissement a annoncé que la capitale verrait le jour après 12 ans de travaux, tandis que le ministre du Logement a estimé la période d'achèvement du projet entre 5 et 7 ans<sup>14</sup>. Le Président Sissi a quant à lui publiquement souhaité que les délais ne dépassent pas 5 ans et que la première phase de travaux soit achevée en 2 ans<sup>15</sup>. Ces très courts délais de réalisation des travaux accroissent le risque de création d'une « ville fantôme ».

Depuis les années 1970, l'Égypte a connu plusieurs expériences de construction inachevée de villes satellites dans le désert qui, pour de nombreuses raisons (coût des logements, manques d'infrastructures, absence de transport en commun, etc.) ont échoué à délester Le Caire d'une partie de sa population et de son trafic. On peut par ailleurs s'interroger, à la suite de David Sims (2015), sur le devenir des actuelles villes nouvelles et nouveaux quartiers en périphérie du Grand Caire, et plus particulièrement sur celui de *Future City* – dont les premiers immeubles ont déjà été construits sur la route d'Ismailia –, censée, comme Sadate City auparavant (cf. *Supra*), remplir les fonctions de centralité administrative (Photographie 2).

## PHOTOGRAPHIE 2

*Vue d'ensemble du quartier Future City, au nord-est du Caire*



Cliché : Roman Stadnicki, 2014

plutôt dans le fait d'investir de fortes sommes dans la réhabilitation de « squats » et de « bidonvilles illégaux ». Il demande ainsi plus « de temps de réflexion, d'assimilation et d'analyse » à l'égard du projet de nouvelle capitale (Tarabieh K., 2015). La controverse est donc vive et porte plus largement sur le modèle de développement du pays.

<sup>12</sup> Pour les sources, voir la revue de presse consacrée à ce projet sur les *Carnets du Cedej* : <http://egrev.hypotheses.org/1216>

<sup>13</sup> <https://www.facebook.com/5plus.udc>

<sup>14</sup> Sources : <http://egrev.hypotheses.org/1216>

<sup>15</sup> <http://www.madamasr.com/news/economy/sisi-sets-two-year-deadline-phase-1-new-capital>



### *La banalisation de l'urbanisme sécuritaire*

On observe une autre tendance, outre celle des grands projets, déjà marquée sous Moubarak, qui s'est renforcée dans le contexte post-révolutionnaire et l'arrivée du président Sissi au pouvoir : une vision sécuritaire de l'aménagement urbain où le contrôle des populations et du territoire prédomine.

En 2011, l'armée, assurant alors le pouvoir intérimaire, a massivement investi les grandes villes du pays (Le Caire, Alexandrie, Suez, Port-Saïd, etc.), au point d'instaurer une véritable politique de fermeture des espaces urbains. Afin d'éviter les rassemblements, le Conseil Supérieur des Forces Armées a par exemple cherché à bloquer l'accès à la place Tahrir du Caire. Des murs de pierre (Photographie 3) renforcés de fils barbelés, ont été érigés sur la plupart des axes qui mènent à ce lieu symbolique de la révolution, ainsi qu'au ministère de l'Intérieur situé juste à côté<sup>16</sup>. Cette militarisation du centre du Caire a conféré à la capitale égyptienne un statut de « ville sous siège » (Graham S., 2011).

### **PHOTOGRAPHIE 3**

*Mur construit à l'entrée de la place Tahrir au Caire*



Cliché : Roman Stadnicki, 2012

Ces dispositifs sécuritaires ont considérablement dégradé les conditions de circulation automobile et piétonnière et contribué à l'effondrement des économies de quartier (commerces fermés, livraisons et entretien non assurés). Les habitants et riverains de ces rues fermées ont tenté de tailler des brèches dans les murs, les contourner, les escalader et même les détruire, à plusieurs reprises en 2012. Privés d'une liberté moderne élémentaire, celle de se mouvoir dans son espace de vie, de se garer, d'accueillir des amis, etc., les captifs des murs du Caire ont été jusqu'à exprimer en 2015 leur ras-le-bol sur de grands draps imprimés. Le temps du détournement de ces édifices semble révolu aujourd'hui ; ce temps où artistes et chanteurs se bouscuaient au pied des murs pour dessiner des graffitis ou tourner des clips, associant ces derniers à l'émergence d'une culture de la protestation pacifique au Caire<sup>17</sup>.

Une préoccupation sécuritaire a récemment transformé le mur de la rue Qasr al-Ainy, qui débouche au sud de la place Tahrir, en portail métallique « refermable » (Photographie 4), ouvert les jours de semaine, et généralement fermé les vendredis (jour traditionnel de manifestation entre 2011 et 2014) afin de limiter tout rassemblement potentiel. Ce dispositif, qui témoigne de la « normalisation de l'urbanisme

<sup>16</sup> Sur la douzaine de murs construits entre fin 2011 et début 2012, il en restait plus de la moitié fin 2014.

<sup>17</sup> Voir par exemple le clip musical que les murs du Caire ont inspiré à la chanteuse Yousra Al-Hawary : <https://www.youtube.com/watch?v=dCLBSgv3LVQ>

militaire » au Caire (Monfleur L., 2015), brise par ailleurs la symbolique de la place Tahrir, dont l'accès est désormais limité et contrôlé. Sa fonction d'espace public exacerbée par la révolution de 2011<sup>18</sup> semble aujourd'hui menacée, tout comme la « performance » (Gregory D., 2013) de cet espace-clé de la contestation sociale et politique.

#### PHOTOGRAPHIE 4

*Portail métallique ayant remplacé un mur  
à l'entrée de la place Tahrir au Caire*



Cliché : Roman Stadnicki, 2014

Autre preuve de la banalisation du principe d'aménagement sécuritaire, le centre-ville du Caire a fait l'objet de transformations radicales en 2015. Après l'éviction des vendeurs de rue en août 2014 et l'inauguration du nouveau parking de la place Tahrir fin janvier 2015, le gouverneur du Caire a émis un décret bannissant le stationnement dans les rues adjacentes à la place Tahrir, dans le cadre d'un plan visant à interdire le stationnement dans toutes les rues du centre-ville, par ailleurs bientôt dotées de caméras de surveillance. Dans le même temps, des travaux dits d'embellissement ont également été lancés<sup>19</sup>, à la suite des actions engagées par l'Agence d'harmonie urbaine créée dans les années 2000<sup>20</sup>.

Ces initiatives pourraient s'inscrire dans le cadre d'une simple politique de régénération urbaine, d'ailleurs plus que nécessaire dans le centre du Caire, si elle n'était le prétexte à des mesures autoritaires et même liberticides pour certains usagers, à l'instar des vendeurs de rue ou des cafetiers, expulsés ou contraints de fermer leurs échoppes.

La sécurisation des espaces urbains égyptiens apparaît au final « plurielle et ambiguë » (Monfleur L., *op. cit.*). Elle est plurielle en tant qu'elle ne se limite pas aux actions récentes de réhabilitation du centre du Caire mais fait bien partie intégrante de la politique d'aménagement en vigueur en Égypte, autant dans les premières expériences de villes nouvelles que dans les nouveaux projets urbains où, de façon plus affirmée encore, les largeurs de rue, les accès, les équipements, sont tous pensés en termes sécuritaires, en fonction d'une hypothétique « guerre à venir » pour reprendre une expression appliquée au cas beyrouthin (Bou Akar H., 2013). Elle est ambiguë car après avoir répondu à l'urgence d'une situation tendue à un

---

<sup>18</sup> Sur l'appropriation de l'espace public urbain après 2011, voir Nagati O., Stryker B., 2013.

<sup>19</sup> La place Orabi et la rue Alfi, sa rue adjacente piétonnière, les zones très fréquentées que sont la place Talaat Harb et de la rue Mohamed Farid ainsi que la place Tahrir et le quartier Abdine, ont été les premiers sites concernés par ces travaux.

<sup>20</sup> Sur ces actions et le rôle de cette agence, voir Hawas S., 2011.

moment précis – la révolution de 2011 –, elle s’ancre aujourd’hui, de façon « diffuse et discrète » dans les « espaces quotidiens et les temporalités ordinaires » (Monfleur L., *op. cit.*).

*Contournement ou retournement des activistes urbains ? Le cas du projet Maspero au Caire*

L’ensemble des grands projets portés par le gouvernement actuel marquent le retour de l’urbanisme d’État sur le mouvement naissant dit de « *bottom-up planning* » (Ibrahim K., 2014) porté par la société civile depuis la révolution de 2011. En effet, si des acteurs de la société civile ont été invités à participer aux phases de conception de certains projets, c’est surtout pour que le gouvernement puisse assurer la promotion d’une politique sociale soucieuse de prouver qu’elle a su intégrer quelques « acquis révolutionnaire » dans le domaine de la planification territoriale. Le projet de Maspero illustre bien cela. Maspero<sup>21</sup> se situe dans le quartier Bulaq Abul Ela dont le développement remonte au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Les interventions publiques sont anciennes dans ce quartier. Bulaq a en effet déjà été l’objet de quatre programmes majeurs de planification entre 1966 et 2005. En 2008, le plan *Cairo 2050* lui consacre également tout un chapitre. Ces programmes n’ont toutefois pas pu enrayer la dynamique de construction informelle sur des terrains publics du quartier (Selim G., 2011). Malgré cela, le quartier Maspero constitue aujourd’hui l’une des zones les plus prisées par les investisseurs égyptiens et étrangers du fait de sa situation stratégique, dans le centre du Caire, en bordure du Nil<sup>22</sup>. À cet endroit, la corniche a été surmontée de plusieurs immeubles de très haut standing, hôtels de luxe, etc., et le mètre carré s’y négocie à 8000 dollars environ. Mais dans ce quartier vit aussi une population très paupérisée, celle du quartier Bulaq appartenant à la première génération des quartiers informels du grand Caire<sup>23</sup>. Opposant ainsi des acteurs aux intérêts divergents, l’aménagement de cette zone revêt une très forte dimension conflictuelle. Son développement est officiellement piloté, dans le cadre d’un partenariat public privé avec l’État, par une entreprise privée créée en 1997, Maspero Urban Development Company (MUDC)<sup>24</sup>. Cette opération s’accompagne d’une expulsion des populations locales des négociations, sous forme d’« aides à la reconstruction », ou d’évictions dans les cas – qui se multiplient au milieu des années 2000 – où l’entreprise MUDC décide de racheter des terrains construits illégalement afin de libérer du foncier dans ce quartier prisé. À la fin des années 2000, plusieurs de ces tentatives d’éviction ont échoué face à la résistance des populations locales, renforcée après la révolution de 2011 grâce à la création d’une union des jeunes du quartier (dans la mouvance des comités populaires<sup>25</sup>), soutenue par l’ONG Egyptian Center for Civil and Legislative Reform et un groupe d’architectes indépendants, Madd Platform. Cette pléiade d’acteurs a lancé son propre projet pour le quartier, afin de tenter de résoudre les problèmes liés aux droits de propriété, considérés comme l’obstacle majeur au développement de celui-ci. La démarche est alors participative et elle aboutit à la rédaction d’une charte du développement de Maspero signée par des investisseurs, plus de 1300 résidents du quartier et le ministère du Développement urbain et des quartiers informels, lequel soutiendra fortement l’initiative entre 2014 et 2015. En conséquence, en septembre 2014, le Premier ministre annonce que le gouvernement envisage de lancer un appel d’offre international supervisé par le ministre du Logement, visant à établir un « plan de développement global » pour Maspero. Le gouvernement disait alors vouloir mettre la priorité sur le logement et les conditions de vie

---

<sup>21</sup> Maspero est d’abord le nom du siège de la maison de la radio, le plus ancien organisme de radiodiffusion d’État dans le monde arabe et en Afrique. Maspero est aussi le nom de la rue, que ce bâtiment surplombe.

<sup>22</sup> De nombreux terrains situés dans le triangle Maspero sont la propriété d’investisseurs des pays du Golfe – un promoteur koweïtien en posséderait 21% : voir Sinno M., 2015 et <http://weekly.ahram.org.eg/News/15032/-/asp>.

<sup>23</sup> Voir note n° 4.

<sup>24</sup> La Banque Nationale d’Égypte et la compagnie égyptienne d’assurance siègent au conseil d’administration de cette entreprise.

<sup>25</sup> Les comités populaires se sont constitués de façon spontanée pendant la révolution de 2011. Créés d’abord pour assurer la sécurité des citoyens et le maintien de l’ordre, ils ont ensuite, dans de nombreux quartiers informels notamment, élargi leur champ d’action en cherchant à répondre aux besoins les plus divers des habitants, tels que la collecte de déchets, l’organisation de la circulation routière, la résolution des conflits, la santé, la réparation d’infrastructures, etc. Encore très actifs sous le mandat des Frères musulmans, les comités populaires semblent s’essouffler depuis l’arrivée de Sissi au pouvoir, selon nos observations.

des habitants. Il aurait même envisagé la construction de 64 complexes d'habitation pouvant héberger 35 000 habitants<sup>26</sup>.

Cette tentative reste vaine suite à la démission du gouvernement Mahlab en octobre 2015, un an après sa formation<sup>27</sup>. Trois ministères sont supprimés dans la foulée, dont le tout jeune ministère du Développement urbain et des quartiers informels, dont la compétence revient au ministre du Logement, comme ce fut le cas avant sa création<sup>28</sup>. C'est un nouveau virage pour l'administration territoriale en Égypte, accréditant également la thèse de la restauration des modes de gouvernance pré-révolutionnaires. Peu après ce remaniement, l'appel d'offre Maspero est finalement relancé. L'annonce des résultats fin 2015, par la victoire du projet *Foster + Partners*, dont la communication est axée sur la construction de nouvelles tours de verre en bordure de Nil, ou encore l'aménagement de boulevards modernes au cœur du quartier et le design élégant de toits-terrasses (rappelant le plan *Cairo 2050* tant décrié avant et pendant la révolution et donc loin des principes de développement énoncés dans la charte susmentionnée), éloigne toute tentative de participation de la population locale (Photographie 5).

### PHOTOGRAPHIE 5

*La proposition de réaménagement du triangle Maspero par Norman Foster*



Source : fosterandpartners.com

Des membres de Madd Platform contestent aujourd'hui ce résultat. Ahmed Borham et Mohamed Abo Tera<sup>29</sup> ont ainsi condamné l'exclusion de l'ex ministre du Développement urbain et des quartiers informels du jury – qui constitue selon eux une violation claire des termes de référence de l'appel d'offre –, et ont exprimé leurs inquiétudes vis-à-vis de la proposition du cabinet du « starchitecte » Norman Foster<sup>30</sup>. Les membres de Madd Platform, tout comme les habitants et les principaux initiateurs du projet de redéveloppement de Maspero, s'inquiètent d'être écartés, au profit d'investisseurs privés délocalisés.

D'autres acteurs de la société civile soutiennent en revanche ce projet, ralliant ainsi la cause étatique – une manière de faire pérenniser sans risque leurs activités et projets en cours. Certains sont même parfois

<sup>26</sup> <http://www.dailynewsegypt.com/2014/09/28/>

<sup>27</sup> La démission du gouvernement fait suite à un scandale de corruption qui éclabousse le ministère de l'Agriculture.

<sup>28</sup> Dans un article paru en septembre 2015, nous présumons déjà que ce ministère pourrait être bientôt menacé en raison de la ligne tenue par la ministre Leïla Iskander. Elle fut notamment la seule à blâmer la corruption et l'incompétence qui sévissent au niveau local. Elle accusa les méga-projets de véhiculer « l'injustice sociale » au moment où le chef de l'État en faisait la tonitruante promotion. Elle reprocha aux gouverneurs de s'être approprié le foncier « sans rien en faire » (Ben Othmane I., Stadnicki R., 2015). Cependant, d'après le Premier ministre Cherif Ismaïl, le ministère du Développement urbain et des quartiers informels aurait simplement échoué dans sa mission, d'où sa suppression (<http://www.misrjournal.com/658350>).

<sup>29</sup> Architectes et membres fondateurs de Madd Platform, ils ont participé à l'écriture des termes de référence de l'appel d'offre du Triangle Maspero.

<sup>30</sup> <http://cairoobserver.com/post/133235472724/the-maspero-competition-entries-a-reflection#.VoHSMTZvrds>

les faire-valoir du gouvernement lors de grandes manifestations internationales, comme en juin 2015, pour le *National Urban Forum* organisé par UN-Habitat, auquel ont pris part de façon inédite plusieurs organisations non gouvernementales. D'autres sont encore parfois plus directement partie prenante de la politique nationale : on peut par exemple relever la présence, dans le consortium 5 + UDC en charge de la planification de la nouvelle capitale (cf. *Supra*), d'architectes issus des bancs de l'université Aïn Shams au Caire qui, depuis le département d'urbanisme qu'elle héberge, avaient pourtant figuré un temps parmi les critiques acerbes aux visions des différents pouvoirs égyptiens en matière d'aménagement (Stadnicki R., 2014). Ces stratégies de repositionnement sur la scène politique indiquent, sans extrapoler bien sûr, une convergence nouvelle entre l'État revenant en force dans l'aménagement du territoire et un certain nombre d'acteurs s'étant plutôt illustrés par leur franche opposition au gouvernement depuis 2011.

## Conclusion

L'approche diachronique employée ici montre dans un premier temps que les modes d'aménager le territoire égyptien ont peu varié depuis les années 1970, faisant de l'informel le premier des impensés politiques. À intervalles réguliers pourtant, l'exécutif annonce un grand plan de développement des quartiers informels : dernier en date, tout début 2016, le plan d'investissement de 10 milliards de livres égyptiennes (1,5 milliards de dollars) pour développer « 248 bidonvilles en Égypte d'ici 2018 ». À chaque fois, la même rhétorique des chiffres, déjà usitée sous Moubarak<sup>31</sup> : un coût mirobolant, un choix aléatoire de plusieurs centaines de quartiers, une date butoir très proche. Et toujours, l'utilisation de vocable « bidonville » (*slum*), qui ne reflète pas la réalité égyptienne des quartiers informels construits en dur et pour certains, assez bien intégrés à la ville.

C'est le grand paradoxe égyptien : de fortes ambitions politiques de développement du territoire et un enchaînement des projets de modernisation au service de ces ambitions, mais une succession d'échecs à répondre aux besoins concrets des populations, notamment les plus démunies.

Dans un second temps, l'article montre que le retour en force de l'urbanisme d'État après l'épisode révolutionnaire de 2011 renoue avec les vieilles recettes de la planification en Égypte, tout en marquant les espaces urbains du sceau de la « contre-révolution » à l'œuvre dans le pays.

Cette reprise en main « par le plus haut » de la gestion urbaine, soutenue par une majorité d'égyptiens qui y voient le retour d'un État fort – signe d'une stabilité enfin recouvrée du pays –, ne change toutefois en rien la façon dont sont concrètement pilotés les projets d'aménagement. Le manque de relais institutionnels entre l'État et la population, ainsi qu'une administration « disparate (...) autonome et fragmentée, avec une abondance de baronnies en cascade » (Lavergne M., 2015), apparaissent ainsi comme les invariants de la gestion territoriale en Égypte.

Finalement, la politique territoriale du gouvernement actuel conforte une double dynamique contre-révolutionnaire. D'abord, les projets d'aménagement y sont le principal instrument d'assise de la crédibilité internationale de l'État en matière de compétitivité, au détriment des problèmes économiques et sociaux subis par la population urbaine majoritaire. Ensuite, l'aménagement, urbain cette fois, et la gestion de l'espace public, sont prétexte au contrôle sécuritaire de l'espace. Ainsi, les mesures « temporaires » instaurées après la révolution de 2011 et visant à prévenir tout nouveau rassemblement ont fait florès et s'inscrivent désormais durablement dans l'espace urbain. Cette obsession sécuritaire risque d'éloigner encore un peu plus les autorités égyptiennes de la recherche d'une solution à la crise urbaine du pays et, par conséquent, de l'instauration d'une politique urbaine à long terme.

---

<sup>31</sup> Y. Shawkat (2014) montre bien que la réalité des programmes nationaux de logement social ou de réhabilitation urbaine ne correspond jamais aux intentions de départ : 500 000 nouveaux logements sociaux promis par Moubarak en 2005, 140 000 par an par Morsi en 2013, 1 million par Sissi en 2014...



## BIBLIOGRAPHIE

ALEXANDRANI Ismail, « عاصم تين بين السديسي الخديوي » (Le khédivé al-Sissi entre deux capitales), *Assafir Al-Araby* (en arabe), Le Caire, 17 septembre 2014.

BEN OTHMANE Insaf, *The shifting role of planners with and through development aid corporations in MENA region context: The case study of UN-Habitat in Egypt*, Mémoire de recherche, Universités de Stuttgart et d'Ain Shams, 2013.

BEN OTHMANE Insaf et STADNICKI Roman, « Le Caire, ville rebelle ? Recomposition de l'action urbaine après l'épisode révolutionnaire », *Multitudes*, 2015, 60, p. 180-186.

BOU AKAR Hiba, « Beirut's Geographies of the 'War Yet to Come' », communication au colloque *Divercities. Contested Space and Urban Identities in Beirut, Cairo and Tebran*, Beyrouth, 12-14/12/2013, inédit.

DENIS Éric et VIGNAL Leïla, « Dimensions nouvelles de la métropolisation dans le Monde arabe : le cas du Caire », *Cahiers de la Méditerranée*, 2002, 64, pp. 119-166.

DENIS Eric, « Du village au Caire, au village comme au Caire », *Égypte/Monde arabe*, 2001, 4-5, consulté le 10 décembre 2015 : <http://ema.revues.org/883>

DORMAN Judson W., *The politics of neglect*, PhD Thesis, SOAS, London, 2007.

ESTERMAN Isabel, « Too big to fail? The sheer size and tight timeline of Egypt's mega scale projects may spell their downfall », *Mada Masr*, 25/11/2014, consulté le 05/01/2015 : <http://www.madamasr.com/sections/economy/too-big-fail>

FAHMY Khaled, « Chasing Mirages in the Desert », *Cairoobserver*, mis en ligne le 14/03/2015, consulté le 04/01/2015 : <http://cairoobserver.com/post/113543612414/chasing-mirages-in-the-desert#.Vop8qlJkD9I>

GRAHAM Stephen, *Cities under siege. The New Military Urbanism*, Londres/New York, Verso, 2011, 402 p.

GREGORY Derek, « Tahrir: Politics, Publics and Performances of Space », *Middle East Critique*, 2013, 22-3, pp. 235-246.

HAMILTON N., KARDOUSH D., ANSARI M., HUTCHISON M., RAFAY JAMIL R., AL-SWEEL F., VERICAT J., SALEEM FAROOQI M., *Land, legitimacy and Governance in Revolutionary Cairo*, Research paper, Institute for research and Debate on Governance, 2012.

HAWAS Soheir, « Le centre-ville du Caire à l'heure de l'harmonie urbaine », in BARTHEL P.-A., MONQID S. (dir.), *Le Caire, réinventer la ville*, Paris, Autrement, 2011, pp. 42-51

IBRAHIM Kareem, « Post-Revolutionary Urban Egypt: A New Mode of Practice? », *Égypte/Monde arabe*, 2014, 11, consulté le 10 décembre 2015 : <http://ema.revues.org/3330>

LARNER Wendy, « Neoliberalism? », *Environment and Planning D: Society and Space*, 2003, 21, pp. 509-512.

LAVERGNE Marc, « Égypte : l'aménagement urbain en quête de pilotage », in BENNAFLA Karine (dir.), *Acteurs et pouvoirs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient*, Paris, Karthala, 2015, pp. 41-60.

MEIKLE Sheilah., « Reflections on the Performance of Urban Planning Projects, Experience of Egypt and Iraq Compared », *Habitat INTL*, 1992, 16-2, pp. 197-211.

MIDDLETON R., « Rationalisme », in MERLIN P., CHOAY F. (dir.), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF, 1988, 2005, pp. 751-752.

MITCHELL Tim, *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley, CA: The University of California Press, 2002, 413 p.

MONFLEUR Laura, *À l'épreuve des murs, sécurisation contre-révolutionnaire et pratiques ordinaires dans les espaces centraux du Caire*, mémoire de Master, Université Paris 1, 187 p.

NAGATI O., STRYKER B., *Archiving the city in flux; Cairo's shifting urban landscape since the January 25<sup>th</sup> Revolution*, Le Caire, Cluster, 2013, 77 p. [en ligne] : [http://issuu.com/clustercairo/docs/archiving\\_the\\_city\\_in\\_flux](http://issuu.com/clustercairo/docs/archiving_the_city_in_flux)

SELIM Gehan, « Instituting order: the limitations of Nasser's post-colonial planning visions for Cairo in the case of the indigenous quarter of Bulaq (1952–1970) », *Planning perspectives*, 2014, 29-1, pp. 67-89.

SELIM Gehan, *A Study Of Bulaq Abul Ela Planning Schemes, 1960-2005*, PhD, Sheffield School of Architecture, 2011.

SHAWKAT Yahia, « Mubarak's Promise. Social justice and the *National Housing Programme*: affordable homes or political gain? », *Egypte Monde Arabe*, 2014, n° 11, pp. 203-233. <http://ema.revues.org/3318>

SHENAWY Ahmed, *The politics of physical planning practice. The case of the industrial areas in Tenth of Ramadan City, Egypt*. Doctoral Thesis, The Barlett School of Architecture and Planning university College London, 2004.

SIGNOLES Pierre, EL KADI Galila, SIDI BOUMEDINE Rachid (dir.), *L'urbain dans le monde arabe : politiques, instruments, acteurs*, Paris, CNRS Editions, 1999, 373 p.

SIMS David, *Egypt's Desert Dreams: development or disaster?*, Cairo, AUC Press, 2015, 416 p.

SIMS David, *Understanding Cairo. The Logic of a City Out of Control*, Le Caire, The American University in Cairo Press, 2010, 335 p.

SINGERMAN Diane (dir.), *Cairo Contested: Governance, Urban Space, and Global Modernity*, Le Caire, The American University in Cairo Press, 2009, 488 p.

SINNO Maïa, « Les investissements du Golfe dans l'immobilier au Caire depuis 2011 : des vecteurs d'influence qui s'inscrivent dans l'économie globale et locale », in STADNICKI R. (dir.), *Villes arabes, cités rebelles*, Paris, Editions du Cygne, 2015, p. 160-171.

STADNICKI Roman (dir.), 2014, « Ville et révolution en Égypte », *Egypte Monde Arabe*, 2014, 11, consulté le 04/01/2016 : <http://ema.revues.org/3255>

STADNICKI Roman, « De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011 », *Echogéo*, 2013, 25, consulté le 04/01/2016 : <http://echogeo.revues.org/13491#ftn2>

TARABIEH Khaled, « Finding hope in the desert », *Cairoobserver*, 2015, consulté le 04/01/2016 : <http://cairoobserver.com/post/113598315254/finding-hope-in-the-desert#.VoqUz1JkD9I>

VOLAIT Mercedes, « Town Planning Schemes for Cairo conceived by Egyptian Planners in the « Liberal Experiment » Period, in Middle Eastern Cities 1900-1950 », in SKOVGAARD-PETERSEN J. (ed.), *Public Spaces and Public Spheres in Transformation*, Damascus, Proceedings of the Danish Institute, 2001, p. 44-71.